

ZONAGE
D'ASSAINISSEMENT
St-Etienne-sur-Chalaronne


SAFEGE
Ingénieurs Conseils

TABLE DES MATIÈRES

1 Contexte et objectif du zonage.....	1
1.1 Contexte.....	1
1.2 Objectif du zonage.....	1
2 Présentation de la commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne	3
2.1 Situation géographique et administrative	3
2.2 Contexte urbain	5
2.2.1 Évolution de la population.....	5
2.2.2 Parc de logements	6
2.2.2.1 Répartition	6
2.2.2.2 Nombre d'habitants par logement	6
2.2.3 Activité économique.....	7
2.2.4 Alimentation en eau potable	7
2.3 Milieu naturel	8
2.3.1 Zones naturelles	8
2.3.2 Contexte hydrographique	8
2.3.3 Contexte géologique	8
2.3.4 Contexte hydrogéologique.....	9
2.3.5 Contexte environnemental	9
2.4 Situation vis-à-vis de l'assainissement collectif.....	10
2.4.1 Réseau de collecte	10
2.4.2 Unité de traitement	10
2.4.3 Capacité actuelle de la station	11
2.4.3.1 Charge hydraulique	11
2.4.3.2 Charge polluante.....	11
2.4.3.3 Conclusion.....	11
2.5 Situation vis-à-vis de l'assainissement autonome	12
2.5.1 Rappels sur l'assainissement autonome	12
2.5.1.1 Prétraitement	12
2.5.1.2 Épuration et évacuation	13

2.5.2	Diagnostics des équipements existants dans les zones non collectives..	14
2.5.2.1	Recensement des installations	14
2.5.2.2	Mise en œuvre du SPANC	14
2.5.2.3	Diagnostic des installations d'assainissement non collectif	15
2.6	Étude de sols.....	16
2.6.1	Pédologie	16
2.6.2	Filières autonomes adaptées au sol de Saint-Etienne-sur-Chalaronne ..	16
2.6.3	Pour mémoire : Préconisations générales à respecter.....	17
3	Présentation de la carte de zonage	19
3.1	Généralités.....	19
3.2	Zone d'assainissement collectif proposée	20
3.2.1	Rappels	20
3.2.1.1	Dernier zonage – 2003.....	20
3.2.1.2	Rappels sur la capacité disponible au niveau de la STEP.....	20
3.2.2	Secteurs pour lesquels le raccordement a été étudiés	20
3.2.3	Choix des élus pour la zone collective	21
3.3	Présentation de la carte de zonage (Annexe 4).....	21
3.4	Zone d'assainissement non collectif proposée	23
4	Gestion de l'assainissement non collectif.....	24
4.1	Contrôle des installations	25
4.2	Entretien des installations.....	26

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 2-1 : Localisation de la commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne (extrait google maps)	4
Graphique 2-1 : Évolution de la population de Saint-Etienne sur-Chalaronne de 1968 à 2007 (source : INSEE)	5
Tableau 2-1 : Évolution démographique – Composante du taux de variation (source INSEE)	5
Tableau 2-2 : Répartition du parc de logements	6
Tableau 2-3 : Évolution de la consommation en eau potable de Saint-Etienne-sur- Chalaronne source SDEI 2008.....	7

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 **Zonage d'assainissement établi en 2003**

Annexe 2 **Plan de réseaux 2009**

Annexe 3 **Carte d'aptitude à l'assainissement non-collectif**

Annexe 4 **Fiches travaux : propositions de raccordement retenues**

Annexe 5 **Fiches travaux : propositions de raccordement NON retenues**

Annexe 6 **Plan de zonage d'assainissement INtercommunal retenu et impact sur le prix de l'eau**

Annexe 7 **Plan de zonage d'assainissement soumis à l'enquête**

1

Contexte et objectif du zonage

1.1 Contexte

A la demande et pour le compte de la Communauté de Communes Val de Saône Chalaronne, la société Safège a réalisé en simultané les zonages d'assainissement des sept communes en faisant partie : Mogneneins, Garnerans, St-Didier-sur-Chalaronne, Thoisse, St-Etienne-sur-Chalaronne, Illiat et Peyzieux-sur-Saône.

Le présent document concerne la commune de St-Etienne-sur-Chalaronne.

Cette étude permet de délimiter, après enquête publique :

- ✓ « **Les zones d'assainissement collectif** où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ **Les zones relevant de l'assainissement non collectif**, où elle est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et si elle le décide, leur entretien. »

1.2 Objectif du zonage

Les objectifs de l'établissement du zonage d'assainissement sont les suivants :

- ✓ Sur le plan technique :
 - ♦ L'optimisation des modes d'assainissement au regard des différentes contraintes techniques et environnementales,
 - ♦ La revalorisation de l'assainissement autonome en tant que technique épuratoire, alternative intéressante au réseau sur le plan technique, économique et environnemental,
 - ♦ L'identification des zones d'assainissement collectif permettant :
 - L'évaluation des flux raccordables sur les ouvrages collectifs,

- ♦ La précision des zones d'intervention des services publics d'assainissement collectif et non collectif (lisibilité du service public).
- ✓ Sur le plan stratégique :
 - ♦ La cohérence des politiques communales c'est-à-dire adéquation entre les besoins de développement et la capacité des équipements publics,
 - ♦ La limitation et maîtrise des coûts de l'assainissement collectif relatif aux eaux usées.

Après approbation du projet de zonage, celui-ci sera soumis à enquête publique (Article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales) puis approuvé par la collectivité.

Il doit être en cohérence avec le document d'urbanisme.

2

Présentation de la commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne

2.1 Situation géographique et administrative

La commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne se situe dans le département de l'Ain à environ 25 km à l'ouest de Bourg en Bresse, en bordure de la Chalaronne.

- ✓ Le territoire communal est limité :
 - ◆ à l'ouest par les communes de Mogneneins et Peyzieux-su-saône,
 - ◆ au Nord et nord-ouest par les communes d'Illiat et St-Didier sur Chalaronne,
 - ◆ et au sud et sud-est par les communes de Valeins et Baneins,
 - ◆ à l'est par la commune de Dompierre-sur-Chalaronne.
- ✓ La commune fait partie :
 - ◆ du département de l'Ain,
 - ◆ de l'arrondissement de Bourg-en-Bresse,
 - ◆ du canton de Thoissey,
 - ◆ de la communauté de communes Val de Saône Chalaronne.

Elle s'étend sur environ 21 km². Les altitudes sont comprises entre 184 m et 261 m.

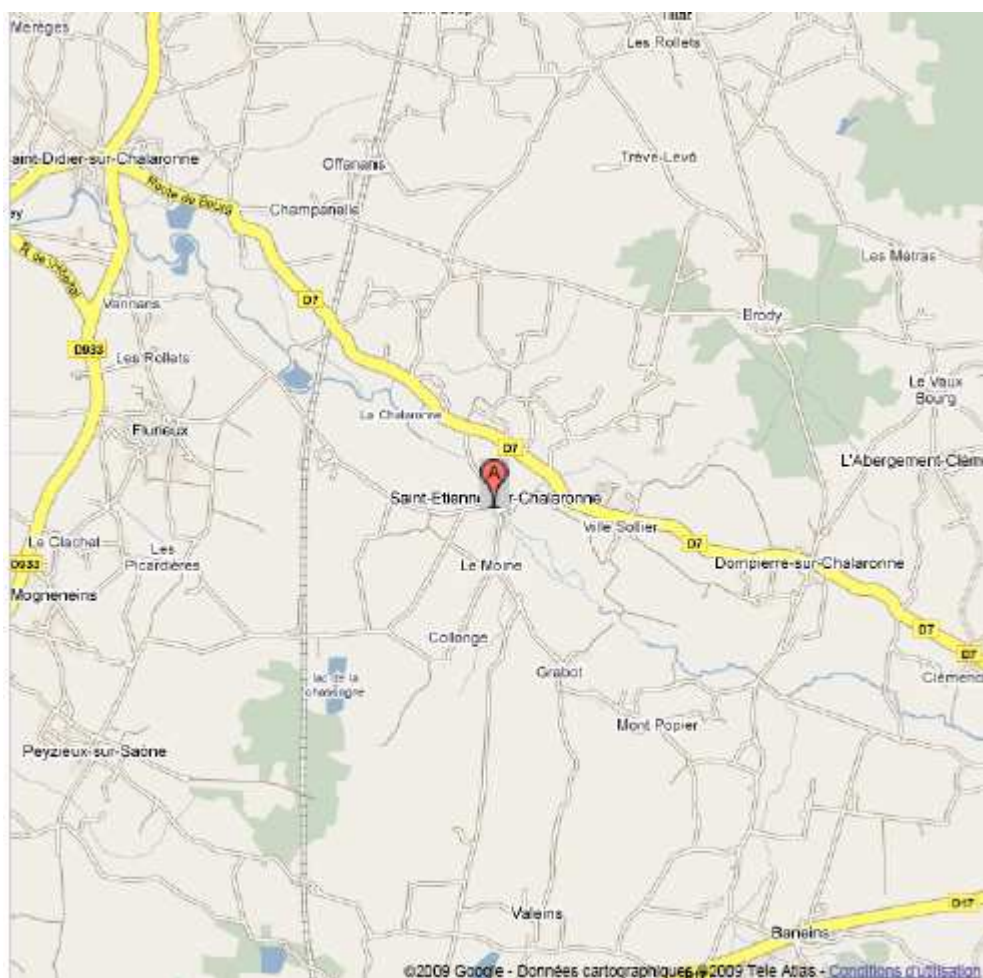
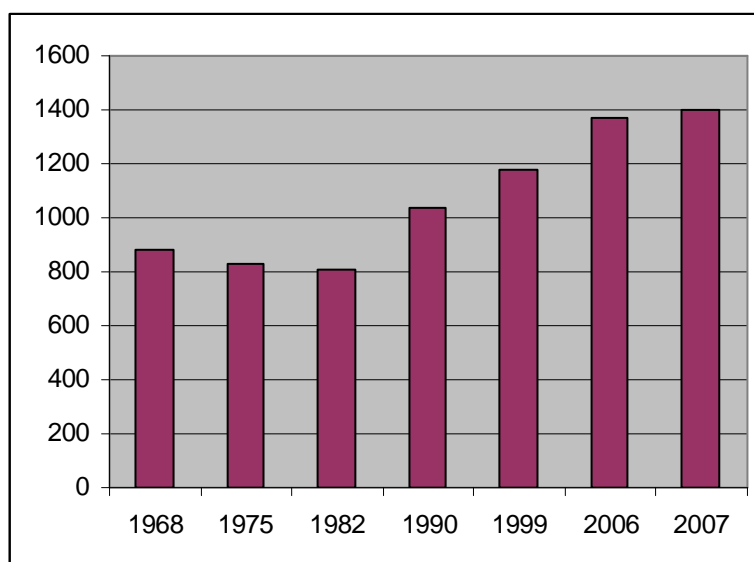


Figure 2-1 : Localisation de la commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne (extrait google maps)

2.2 Contexte urbain

2.2.1 Évolution de la population

La commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne comptait 1 402 habitants au dernier recensement de 2006.



Graphique 2-1 : Évolution de la population de Saint-Etienne sur-Chalaronne de 1968 à 2007
(source : INSEE)

Depuis 1982, la population est en constante augmentation, grâce à un solde migratoire positif, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

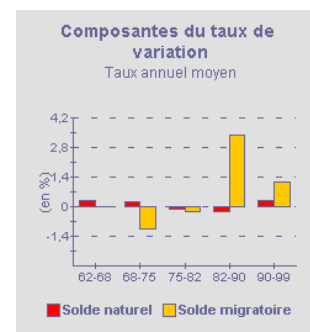
Tableau 2-1 : Évolution démographique – Composante du taux de variation (source INSEE)

Évolution démographique					
	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999
Naissances	78	85	44	80	139
Décès	64	71	51	95	110
Solde naturel	14	14	-7	-15	29
Solde migratoire	1	-64	-13	244	113
Variation totale	15	-50	-20	229	142

Sources :

Recensements de la population (dénombrements)

Etat civil



2.2.2 Parc de logements

2.2.2.1 Répartition

Au recensement de 2007, la commune comptait 583 logements, répartis comme suit :

Tableau 2-2 : Répartition du parc de logements

	2007	1999		2007	1999
Ensemble des logements	583	509	Ensemble des résidences principales	515	429
Résidences principales	515	429	dont		
Part dans l'ensemble des logements (%)	88,3	84,3	- part des maisons (%)	89,3	93,9
Résidences secondaires et logements occasionnels	38	46	- part des appartements (%)	8,2	4,9
Logements vacants	30	34			

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2007
RP99 - Exploitations principales

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2007
RP99 - Exploitations principales

On retiendra que :

- ✓ La majorité des habitations sont des maisons individuelles, dont 460 sont des résidences principales ;
- ✓ La part des résidences secondaires est très limitée : 6,5 % du parc ;
- ✓ 5% des logements sont vacants.

Cette population est agglomérée essentiellement dans le Bourg.

2.2.2.2 Nombre d'habitants par logement

Le nombre moyen d'occupants par ménage fourni par l'INSEE est de 2,7 (2007). Ce chiffre correspond au nombre moyen d'occupants par résidence principale.

2.2.3 Activité économique

L'activité de la commune est principalement agricole et comprend une quarantaine d'exploitations dont environ une vingtaine est professionnelles.

D'un point de vue touristique, l'activité est limitée avec quelques résidences secondaires et gîte ouvert toute l'année.

2.2.4 Alimentation en eau potable

Le réseau d'eau potable est géré par la SDEI pour le compte du syndicat Intercommunal des eaux de Veyle Chalaronne.

On peut retenir les chiffres suivants :

Tableau 2-3 : Évolution de la consommation en eau potable de Saint-Etienne-sur-Chalaronne source SDEI 2008

	2006	2007	2008
Nombre d'abonnés eau potable	604	611	621
Nombre d'abonnés eau potable assainis	387	411	427
Volume d'eau potable (m ³ /an)	74 422 (facturé)	85 473 (consommé) 85 330 (facturé)	66 912 (facturé et consommé)
Volume d'eau potable soumis à la taxe assainissement (facturé) (m ³ /an)			41 833

2.3 Milieu naturel

2.3.1 Zones naturelles

Aucune zone naturelle protégée, ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique), ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux), Zone Natura 2000 ou zone d'Arrêté de Biotope n'est recensée sur la commune.

2.3.2 Contexte hydrographique

La commune est entièrement située dans le bassin versant de la Chalaronne qui traverse la commune du sud-est au nord-ouest.

Les principaux affluents de la Chalaronne sont sur la commune :

- ✓ le Mederlon en rive droite ;
- ✓ le bief de La Glenne en rive droite ;
- ✓ le bief du Moulin en rive gauche.

Les effluents de la commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne sont acheminés vers la station de traitement située sur la commune dont l'exutoire est la Chalaronne.

2.3.3 Contexte géologique

Le centre du village est situé dans le fond de la vallée, où coule la rivière Chalaronne. Cette zone est principalement formée d'alluvions. Ces dépôts constitués de sables, graviers et galets sont plus ou moins récents suivant que l'on s'éloigne des rives. Les alluvions récentes s'étalent dans la plaine et sont principalement sableuses. Les alluvions plus anciennes sont formées de galets dans une matrice sablo-graveleuse avec quelques lentilles de sable ferrugineux.

Au nord de St-Etienne, le relief se redresse pour former un plateau. Le sommet de ce plateau est constitué de limons décalcifiés des Dombes et de la Bresse : ce sont des limons jaunes ou brunâtres parfois légèrement sableux ou argileux. Sur le flanc de la vallée, des marnes et des sables datant du Pliocène inférieur affleurent. Ces dépôts sont d'origine lacustre et sont très souvent masqués par des dépôts quaternaires (alluvions ou moraines). Ces derniers ne sont pas toujours très stables : par endroit les glissements de terrains sont fréquents par temps de pluie.

Au sud de St-Etienne, la topographie est plus douce. Ce sont toujours les limons décalcifiés qui affleurent sur le sommet des buttes et les alluvions en fond de vallée.

A l'est en revanche, le sommet des collines s'assimile à des moraines glaciaires indifférenciées.

2.3.4 Contexte hydrogéologique

La nappe des alluvions de la Chalaronne est localement utilisée pour les ressources en eau potable, ainsi que les nappes de formations glaciaires.

La nappe du Miocène Bressan est peu épaisse et trop minéralisée.

Aucun captage d'eau destiné à l'alimentation en eau potable ou périmètre de protection de captage n'est recensé sur la zone d'étude.

2.3.5 Contexte environnemental

L'occupation des terrains est essentiellement agricole. Peu de zones sont boisées.

Les sources de pollutions peuvent avoir diverses origines, les principales étant, par ordre d'importance décroissante :

1. l'activité agricole avec certaines unités d'élevage qui ne disposent pas de plan d'épandage ;
2. les rejets domestiques : 3 usagers (lieu-dit Le Maroc) rejettent leurs eaux usées domestiques directement au milieu naturel.

2.4 Situation vis-à-vis de l'assainissement collectif

2.4.1 Réseau de collecte

Les données caractéristiques du réseau d'assainissement sont les suivantes :

- ✓ Nature : Séparatif uniquement ;
- ✓ Longueur : 9 130 ml (eaux usées) ;
- ✓ Abonnés assainis : 417 ;
- ✓ Équipements spécifiques : 190 regards.

Le plan des réseaux est joint en Annexe 2.

Le réseau dessert une grande partie du bourg et des hameaux rapprochés.

La SDEI qui gère ce réseau ne signale pas de problèmes majeurs.

2.4.2 Unité de traitement

- ✓ Date de construction : 1998
- ✓ Date de mise en service : septembre 1998
- ✓ Type de station : boues activées,
- ✓ Caractéristiques de la station :
 - ♦ Débit nominal (m³/j): 150,
 - ♦ Charge nominale (Kg DBO/j) : 60,
 - ♦ Charge nominale (Kg DCO/j) : 120,
 - ♦ Charge nominale (Kg MeS/j) : 70,
 - ♦ Charge nominale (Kg NK/j) : 18,
 - ♦ Charge nominale (Kg Pt/j) : 4,
 - ♦ Milieu récepteur : la Chalaronne.

2.4.3 Capacité actuelle de la station

2.4.3.1 Charge hydraulique

La station d'épuration de Saint-Etienne traite les effluents du système de collecte de la commune de Saint-Etienne. Elle est dimensionnée pour 1 000 équivalents-habitants.

En 2008, trois analyses ont été réalisées sur des prélèvements d'effluents entrée/sortie. Les résultats de cette analyse indiquent que la charge hydraulique de la station atteint 49 % de sa capacité.

2.4.3.2 Charge polluante

Un seul prélèvement 24h a été réalisé en 2008 conformément aux exigences d'autosurveillance.

Cette analyse, qui ne donne qu'une vision très partielle du fonctionnement de la station de traitement, permet cependant de quantifier le taux de saturation des ouvrages :

- ✓ 43 % en DBO₅,
- ✓ 45 % en DCO,
- ✓ 38 % en MeS,
- ✓ 44 % en NG,
- ✓ 21 % en Pt.

Les analyses effectuées montrent que la station de traitement dispose d'une marge d'environ 50 % en charge polluante.

2.4.3.3 Conclusion

La capacité résiduelle de la station d'épuration peut être estimée à environ 50% de sa capacité nominale, soit environ **500 équivalents habitants**.

Ainsi, ce paramètre n'est pas limitant pour le zonage d'assainissement et d'éventuelles extensions de réseaux.

2.5 Situation vis-à-vis de l'assainissement autonome

2.5.1 Rappels sur l'assainissement autonome

Les assainissements individuels dont la charge brute organique est inférieure à 1,2 kg/j de DBO5 sont régis par l'arrêté du 7 septembre 2009. Les modalités d'application ont été reprises par la norme AFNOR DTU 64.1. Au-delà d'une charge brute organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5, les prescriptions techniques sont définies dans l'arrêté du 22 juin 2007.

Les équipements non-collectifs doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique. Ils comprennent généralement:

- ✓ Un dispositif de prétraitement constitué par une fosse septique toutes eaux ;
- ✓ Un dispositif d'épuration et d'évacuation, fonction des conditions de sol et de relief.

2.5.1.1 Prétraitement

La "Fosse Septique Toutes Eaux" recueille les eaux vannes (W-C) et les eaux ménagères. Son volume est d'au moins 3 m³ pour les logements jusqu'au 5 pièces principales, il est augmenté de 1 m³ par pièce supplémentaire.

Il s'y déroule deux types de phénomènes :

- ✓ Un phénomène physique de clarification par décantation des matières en suspension les plus lourdes (boues) et dégraissage par flottation (les graisses rendues par les eaux forment en se refroidissant une croûte en surface) ;
- ✓ Un phénomène chimique avec digestion anaérobie des boues (début de dégradation de la charge organique).

La "Fosse Septique Toutes Eaux" assure uniquement un prétraitement nécessaire au bon fonctionnement du système d'épuration.

Pour que la fosse soit efficace, les eaux usées doivent y séjourner assez longtemps.

Son volume est prévu pour que les eaux usées d'une famille moyenne y séjournent au moins 3 jours.

Elle doit être contrôlée et vidangée régulièrement, c'est-à-dire avant que la hauteur de boues dépasse 50% du volume utile : en effet, les boues et graisses diminuent son volume utile ; si celui-ci est trop réduit, les eaux usées sortant de la fosse risquent d'être trop chargées en graisse et en matières en suspension qui peuvent colmater le dispositif d'épandage.

La "Fosse Septique Eaux Vannes" ne recevant que les eaux de W-C est admise exceptionnellement dans le cas de réhabilitation d'installations anciennes, si elle est complétée par un bac séparateur à graisses pour les eaux ménagères.

2.5.1.2 Épuration et évacuation

Un épandage souterrain simple en sol naturel est constitué par des tranchées filtrantes, lorsque les conditions de sol (profondeur, perméabilité, absence de nappe), le relief et la surface disponible le permettent. Il assure l'épuration et l'évacuation des effluents.

Les tranchées filtrantes peuvent être remplacées par divers dispositifs pour pallier certaines contraintes du sol (tertre filtrant en sol naturel ou reconstitué, filtre à sable drainé ou non). Ces dispositifs, lorsqu'ils sont drainés, n'assurent que la fonction traitement. Ils nécessitent donc un dispositif d'évacuation des eaux (puits d'infiltration, milieu hydraulique, réseau pluvial).

Les puits d'infiltration, ne sont que des procédés d'évacuation sans épuration et ne peuvent être utilisés qu'à la sortie d'un effluent ayant subi un traitement complet. Un tel dispositif est autorisé par dérogation du Préfet.

2.5.2 Diagnostics des équipements existants dans les zones non collectives

Source : Étude SDEI – octobre 2008

2.5.2.1 Recensement des installations

D'après le rapport de la SDEI : 208 clients eau potable sont exonérés d'assainissement collectif :

- ✓ 40 correspondent à des branchements d'eau potable pour l'arrosage (donc pas de dispositif d'assainissement) ;
- ✓ 2 correspondent à des usagers raccordés ou raccordables ;
- ✓ 9 disposent de dispositifs d'assainissement non-collectifs neufs ou réhabilités ;
- ✓ 157 sont réellement concernés par les contrôles du SPANC.

Il apparaît donc, au premier abord et selon le zonage établi en 2003, que 166 usagers persisteront en assainissement non-collectif, soit environ 45 % des usagers AEP.

2.5.2.2 Mise en œuvre du SPANC

La commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne fait partie de la Communauté de Communes Val de Saône Chalaronne, à laquelle elle a délégué sa compétence « Assainissement non collectif ».

La Communauté de communes a confié la gestion de son SPANC à la SDEI pour une durée de 6 ans à compter du 6 mars 2006. Cette prestation de service est constituée de deux phases :

- ✓ Phase 1 : la réalisation d'un état des lieux de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif existantes sur les deux premières années. Cette phase est actuellement terminée ;
- ✓ Phase 2 : la réalisation du contrôle de bon fonctionnement et d'entretien périodique sur les quatre dernières années du contrat.

Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, la Communauté de Communes a confié la mission de contrôle de conception et de réalisation au SATAA de l'Ain.

2.5.2.3 Diagnostic des installations d'assainissement non collectif

Source : Étude SDEI – octobre 2008

Le diagnostic des installations a été réalisé sur 2007 et 2008. 155 usagers sur les 157 concernés ont été visités sur la commune de Saint-Etienne-sur-Chalaronne.

Un premier classement a été établi selon les critères de jugement pour l'élaboration de priorité points noirs selon la grille de l'agence de l'eau qui prend en compte le fonctionnement du dispositif ainsi que l'impact sur le milieu et le risque sanitaire. Ce classement permet de définir un niveau de priorité allant de 1 à 3 pour chaque installation.

Un second classement a été établi selon un avis technique attribué à l'issue de l'intervention effectuée. Il tient compte de la globalité du dispositif (complet/incomplet), des normes en vigueur lors de la mise en place, des gênes qu'il peut occasionner et de son fonctionnement. Quatre avis ont ainsi été établis :

- ✓ Avis favorable : installation conforme et fonctionnelle sur la conception et l'implantation ;
- ✓ Avis favorable avec réserve : installation non-conforme mais fonctionnelle ;
- ✓ Avis défavorable : installation non conforme avec risques environnementaux ;
- ✓ Avis défavorable : installation non conforme avec risques sanitaires et environnementaux.

Le classement suivant prend en compte les deux classements cités précédemment. Parmi les 155 installations visitées, on retiendra que 128, soit 82 %, ont reçu un avis défavorable :

- ✓ 97 apparaissent en priorité 1 : le dispositif est incomplet et/ou ne fonctionne pas correctement et entraîne une pollution du milieu naturel et/ou un problème de salubrité publique ;
- ✓ 31 apparaissent en priorité 2 : le dispositif est complet et fonctionne globalement correctement mais se trouve en zone d'habitat dense, ou est incomplet mais se trouve en habitat isolé. Un avis technique défavorable a de plus été émis ;
- ✓ 22 apparaissent comme des installations ayant de petits travaux à réaliser (avis favorable avec réserve) ;
- ✓ 5 seulement apparaissent en priorité 3 : le dispositif est complet et ne présente pas de risque naturel. L'installation ne nécessite pas de réhabilitation.

2.6 Étude de sols

Source : Étude SAUNIER Environnement – Septembre 2003

Les filières de traitement pour les dispositifs d'assainissement autonome dépendent de la nature du sol en place.

2.6.1 Pédologie

Une étude de sol avec réalisation de sondage à la tarière et de tests de perméabilité a été réalisée sur des zones de la commune non encore raccordées au réseau d'assainissement collectif.

Cette étude (réalisée en 2002) a permis de préconiser la filière la mieux adaptée au sol en place.

Les résultats de cette étude sont reportés sur la carte d'aptitude à l'assainissement non-collectif jointe Annexe 3.

Il est à noter que cette cartographie est basée sur l'interprétation des données au droit des points d'observation, et reflète l'aptitude des sols de manière globale et non à l'échelle parcellaire. Une étude de sol à la parcelle répondra de façon plus précise aux caractéristiques de la parcelle.

2.6.2 Filières autonomes adaptées au sol de Saint-Etienne-sur-Chalaronne

La description des filières adaptées à chacun de ces secteurs est présentée sur la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif (voir annexe...). Pour chaque habitation non raccordée à l'assainissement collectif, une filière d'assainissement non collectif a en effet été préconisée en fonction des contraintes de terrain observées.

Sur les secteurs retenus, il a été défini un zonage en quatre couleurs concernant l'aptitude des sols à l'assainissement autonome par épandage souterrain :

- **Secteurs cartographiés en vert**

Les sols cartographiés en vert correspondent à des zones où le traitement des effluents est possible par une filière de type : *fosse septique toutes eaux + épandage souterrain en sol naturel*.

Cette solution ne correspond à aucun terrain rencontré sur la commune.

- **Secteurs cartographiés en jaune**

Ils correspondent aux zones où les sols présentent une texture relativement riche en argile ne permettant pas l'épuration. Une évacuation des effluents est néanmoins possible dans le sol en place plus en profondeur.

Il s'agit également de zones où le sol présente une perméabilité trop forte pour que le traitement puisse être assuré dans le sol en place.

La filière de traitement adaptée est : *fosse septique toutes eaux + filtre à sable vertical non drainé*.

Cette solution est préconisée pour les hameaux de Beyard, Barbarel, La Graille.

Secteurs cartographiés en orange

Ils correspondent aux zones où les sols, généralement développés sur moraine imperméable, présentent une texture riche en argile ne permettant ni l'épuration, ni l'évacuation des effluents dans le sol en place.

La filière de traitement adaptée est : *fosse septique + filtre à sable vertical drainé*.

Une filière par filtre à sable drainé nécessite un rejet en milieu superficiel. En l'absence de cours d'eau à l'aval direct de l'habitation, le rejet se fera sous conditions en fossé ou en réseau d'eaux pluviales.

Cette solution est préconisée pour quasiment tous les hameaux de la commune.

- **Secteurs cartographiés en rouge**

Ils correspondent à des zones où aucune des trois filières réglementées ci-dessus (épandage souterrain, filtre à sable non drainé, filtre à sable drainé) ne peut être implantée compte tenu de contraintes locales : fortes pentes, glissements de terrain, zones humides.

Des filières soumises à dérogation préfectorale pourront localement être préconisées et adaptées au contexte pour résoudre le cas des habitations existantes. Des études complémentaires seront alors à mener le cas échéant.

Cette solution correspond au secteur de Beaumont et Corcelles sud.

2.6.3 Pour mémoire : Préconisations générales à respecter

Les dispositifs doivent être conformes aux prescriptions des textes suivants :

- ✓ Le DTU 64-1 ;
- ✓ L'arrêté du 7 septembre 2009 qui fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non-collectif.

Le DTU fixe le dimensionnement en fonction de la taille de l'habitation. Le dispositif sera situé à une distance minimum de 5 m par rapport à l'habitation, à une distance minimum de 3 m de clôture ou de tout arbre, et à une distance minimum de 35 m de point de captage d'eau.

La fosse septique toutes eaux n'admet que les eaux usées domestiques. Les eaux pluviales doivent être évacuées séparément et ne doivent en aucun cas transiter par le système de traitement. Il s'agit d'une préconisation générale. Pour chaque construction :

Les travaux (nouvelles installations ou réhabilitation) sont à la charge du particulier ;

- ✓ Le propriétaire reste responsable du bon fonctionnement de l'installation et de son entretien ;
- ✓ La commune a l'obligation de contrôler la conformité de l'installation. Elle peut prendre à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non-collectif.

3

Présentation de la carte de zonage

3.1 Généralités

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral.

Le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu.

Ce classement n'a pas pour conséquence :

- ✓ De rendre le terrain constructible ;
- ✓ D'éviter au pétitionnaire de réaliser un assainissement autonome conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte de la parcelle par le réseau d'assainissement.

Il constitue une pièce importante opposable aux tiers. En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme sur la commune tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

3.2 Zone d'assainissement collectif proposée

3.2.1 Rappels

3.2.1.1 Dernier zonage – 2003

La zone collective définie lors de l'étude de zonage de 2003 est reportée en Annexe 1.

Parmi les zones qui apparaissaient alors en assainissement collectif, toutes sont aujourd'hui raccordées ou raccordables.

Sur la base du listing des abonnements « eau potable », 427 branchements sont actuellement assujettis à la redevance assainissement.

3.2.1.2 Rappels sur la capacité disponible au niveau de la STEP

Le paragraphe 2.4.3 présente le mode de calculs de la réserve capacitaire sur la station d'épuration actuelle. Celle-ci n'est pas un facteur limitant pour de nouveaux raccordements.

3.2.2 Secteurs pour lesquels le raccordement a été étudiés

La quasi-totalité des habitations du bourg est déjà raccordée au réseau d'assainissement.

Compte tenu de la dispersion des hameaux au sein de la commune, il a été choisi de limiter les possibilités de raccordement aux zones construites les plus proches du Bourg et les plus facilement raccordables ainsi qu'aux hameaux les plus peuplés.

Il s'agit en particulier :

- ✓ Des quelques habitations du Maroc, qui posent un vrai problème de salubrité, car l'assainissement non collectif y est quasiment impossible ;
- ✓ du secteur de Collonges, des hameaux « Près du Bourg », Corcelles et Montgizon.

Les fiches illustrant les travaux sont présentées en annexe 4 et 5: elles établissent une proposition de raccordement pour ces secteurs, ainsi qu'un coût enveloppe.

3.2.3 Choix des élus pour la zone collective

Les décisions ont été prises à l'échelle intercommunale en tenant compte de l'ensemble des travaux à mener sur le territoire et de l'impact financier de ceux-ci.

On rappelle au préalable que tout nouveau raccordement sera à réaliser au réseau séparatif eaux usées strictes, afin de ne pas surcharger inutilement les unités de traitement.

L'ensemble des travaux retenus et leur impact sur le prix de l'eau globale est présentée en Annexe 6.

Concernant la commune de ST ETIENNE leur choix est motivé par le souhait de collecter et traiter au mieux les effluents sur les hameaux les plus denses, où l'assainissement non collectif est plus délicat à mettre en œuvre.

Les secteurs retenus par les élus sont les suivants :

- ✓ Le Maroc, secteur adjacent au bourg où des problèmes de salubrité se posent ;
- ✓ Le hameau dit « Près du Bourg » ;
- ✓ Les 2 parties du hameau de Corcelle
- ✓ 2 habitations de Collonges

3.3 Présentation de la carte de zonage (Annexe 4)

Les objectifs de l'étude sont de proposer les solutions techniques les mieux adaptées à la collecte et au traitement des eaux usées d'origine domestiques. Ces solutions vont de l'assainissement individuel à de l'assainissement collectif.

La réflexion menée par la commune, ses partenaires financiers et ses soutiens techniques ont porté sur :

- ✓ La faisabilité de l'assainissement autonome ;
- ✓ Le respect de l'environnement et notamment de la Chalaronne ;
- ✓ La Maîtrise des coûts.

La zone d'assainissement collectif correspond :

- ✓ Aux secteurs actuellement raccordés ;
 - ◆ Le Bourg
- ✓ Aux secteurs retenus par les élus :
 - ◆ Le Maroc,
 - ◆ Près du Bourg,

- ◆ Corcelles
- ◆ 2 habitations de Collonges

3.4 Zone d'assainissement non collectif proposée

En dehors du bourg et de quelques hameaux en périphérie, le reste de la commune est et sera maintenue en assainissement non-collectif, soit environ 135 habitations.

Le choix est motivé par la grande étendue de la commune et donc un coût d'investissement et de fonctionnement trop élevé.

Aussi, **la commune décide de maintenir l'assainissement autonome** sur les secteurs les plus éloignés du bourg pour un meilleur compromis coût/efficacité.

Toute habitation non desservie par le réseau collectif en situation actuelle ou située dans les secteurs non prévus en assainissement collectif doit se doter d'un système de traitement de ses eaux usées de type individuel.

4

Gestion de l'assainissement non collectif

Le Code de l'Environnement a pour objectif la lutte contre toute pollution afin de préserver la santé publique, la qualité des eaux superficielles et souterraines. Ainsi, les communes (ou leurs groupements) ont désormais des compétences directes en matière d'assainissement non collectif (cf. articles L.2224-7 à L.2224-11 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Elles doivent également mettre en place au plus tard le 31 décembre 2005 un Service Public de Contrôle des Dispositifs d'Assainissement Non-Collectif, service qu'elles peuvent, si elles le décident, compléter par une prestation d'entretien et travaux des dispositifs. Les communes effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder huit ans.

Ce service a pour missions obligatoires (cf. Arrêté du 07 septembre 2009 sur les modalités du contrôle) :

- ✓ Pour les dispositifs neufs et réhabilités, d'assurer le contrôle de conception et d'implantation, suivi du contrôle de bonne exécution, afin de vérifier que la conception technique, l'implantation des dispositifs d'assainissement et l'exécution des ouvrages sont conformes à l'arrêté du 07 septembre 2009 sur les prescriptions techniques ;
- ✓ Pour les dispositifs existants, d'effectuer un diagnostic des ouvrages et de leur fonctionnement, dont le but essentiel est de vérifier leur innocuité au regard de la salubrité publique et de l'environnement ;
- ✓ Pour l'ensemble des dispositifs, de vérifier périodiquement le bon fonctionnement des ouvrages (à une fréquence n'excédant pas les 8 ans), ainsi que la réalisation des vidanges si la commune n'a pas pris en charge l'entretien des dispositifs, par l'intermédiaire des contrôles périodiques de bon fonctionnement et d'entretien ;
- ✓ Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non-collectif ;
- ✓ Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non-collectif.

4.1 Contrôle des installations

La collectivité, via la Communauté de Communes Val de Saône Chalaronne et de son délégataire, prend en charge les dépenses de contrôle des dispositifs d'assainissement non-collectif. Le bénéficiaire de ce service devra s'acquitter d'une redevance.

Les prestations du contrôle technique sont les suivantes :

- ✓ Pour les installations nouvelles ou réhabilitées :
 - ◆ Conception et implantation ;
 - ◆ Bonne exécution des ouvrages avec si possible une visite du chantier avant remblaiement.

Ce contrôle peut être réalisé en parallèle (mais distinctement) avec les procédures d'urbanisme (permis de construire, certificat de conformité).

- ✓ Pour les installations existantes :
 - ◆ Vérification périodique du bon fonctionnement portant sur les points suivants:
 - Bon état des ouvrages et ventilation ;
 - Accessibilité ;
 - Bon écoulement des effluents vers le dispositif d'épuration ;
 - Accumulation « normale » des boues dans la fosse ;
 - Qualité des rejets (si rejet en milieu superficiel) ;
 - Odeurs, rejets anormaux ;
 - Réalisation des vidanges périodiques.

Le contrôle technique devra en priorité se focaliser sur la conformité des installations nouvelles.

Ensuite, pour exercer leur mission de contrôle technique, la Collectivité doit organiser des visites systématiques de diagnostic des habitations existantes ; elles permettront d'examiner avec les propriétaires la conformité des installations et les modalités éventuelles de mise en conformité, lorsque celle-ci s'avère nécessaire compte-tenu des risques pour la santé publique.

L'accès aux propriétés doit être précédé d'un avis préalable de visite. Un rapport de visite est établi par le service d'assainissement dont une copie est transmise au propriétaire.

La mission de contrôle technique (et éventuellement d'entretien) donne lieu à la perception d'une redevance perçue auprès de l'utilisateur, ceci en contrepartie d'une prestation rendue.

4.2 Entretien des installations

L'entretien des installations doit être assuré par l'occupant ou le propriétaire. Les principales opérations concernent :

- ✓ L'entretien régulier des ouvrages afin d'assurer le bon état et l'accès (coupe des végétaux, etc.) ;
- ✓ La vidange régulière de la fosse, avant que le taux de remplissage excède les 50% ;
- ✓ La vidange des bacs dégraisseurs éventuels tous les ans ;
- ✓ L'entretien éventuel pour le bon écoulement des effluents.

L'entrepreneur réalisant la vidange remet lors de l'opération un document mentionnant la description de l'opération et le destinataire des matières de vidange.

L'entretien peut être pris en charge par le service assainissement de la commune. Il donne lieu à un accord avec le propriétaire et à la perception d'une redevance auprès de l'utilisateur après la réalisation de la prestation.

ANNEXE 1

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT ÉTABLI EN 2003

ANNEXE 2

PLAN DE RÉSEAUX 2009

ANNEXE 3

CARTE D'APTITUDE À L'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

ANNEXE 4

FICHES TRAVAUX : PROPOSITIONS DE RACCORDEMENT RETENUES

ANNEXE 5

FICHES TRAVAUX : PROPOSITIONS DE RACCORDEMENT NON RETENUES

ANNEXE 6

PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT INTERCOMMUNAL RETENU ET IMPACT SUR LE PRIX DE L'EAU

ANNEXE 7

PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SOUMIS À L'ENQUÊTE
